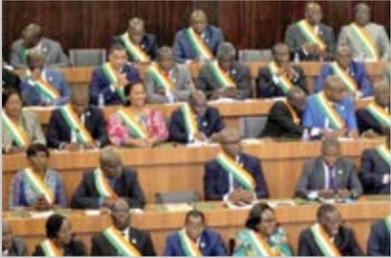




ETRANGER



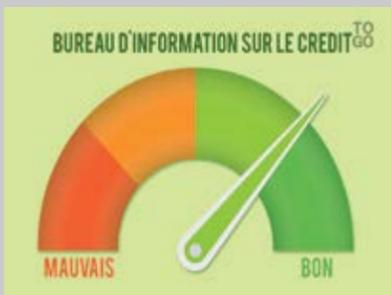
Côte d'Ivoire

72 heures pour les députés ivoiriens pour déclarer leurs biens

C'est l'essentiel d'une note d'information signée de la présidence de l'Assemblée nationale ivoirienne parvenue aux élus du peuple en fin de weekend. Ils ont 72 heures donc, du lundi 25 au mercredi 27 juin 2018, pour se présenter à l'équipe de la Haute autorité...

PAGE 4

ECONOMIE



Anticipation du surendettement des emprunteurs

Les députés approuvent la loi de réglementation des BIC

Samedi dernier, au nouveau siège de l'Assemblée nationale, les parlementaires ont procédé à l'adoption de la loi modificative de la loi uniforme N2016-005 du 14 mars 2016,...

PAGE 5

Lutte contre les grossesses et mariages précoces

Wildaf- TOGO fait une série de recommandations

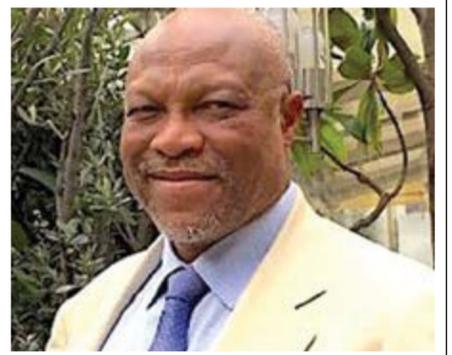
Dans le cadre de la célébration de la journée de l'enfant africain placée cette année sous le thème, « Ne laissez aucun enfant derrière pour le développement de l'Afrique », le réseau Women in Law...

PAGE 11

Téléphonie mobile

Les nouveaux tarifs de Togocel connus

L'opérateur de téléphonie mobile d'Etat Togocel a de nouveaux tarifs de communication. Ces derniers ont été rendus publics le weekend dernier à Lomé par les premiers responsables de l'entreprise. **PAGE 2**



Mécanisme Incitatif de Financement Agricole Faure Gnassingbé donne le ton

Le chef de l'Etat togolais Faure Essozimna Gnassingbé a lancé officiellement hier lundi 25 juin, le Mécanisme incitatif de financement agricole (Mifa) au Togo. C'était au Centre togolais des expositions et foires, où s'anime une foire qui a rassemblé plusieurs acteurs du monde agricole, de l'agroalimentaire et des institutions financières.

PAGE 3

Libre Opinion

Quelle « violence pacifique » de nos amis de la diaspora !

Et puis un jour, on s'en émeut parce que c'est dit officiellement! Aveuglement, indifférence, cynisme, manque de lucidité ou hypocrisie? Les États-Unis quittent la convention des Droits de l'Homme, une grande information, une soudaine source de larmes pour les droitdehommistes de pacotille! Mais les États-Unis étaient déjà, s'étaient toujours mis, au-dessus de telles conventions....

PAGE 3

Arrivée des médiateurs à Lomé

L'ultime étape vers une sortie de crise ?

Les présidents guinéen, Alpha Condé et ghanéen, Nana Akufo-Addo, facilitateurs dans la crise politique togolaise, sont annoncés à Lomé pour le mercredi 27 juin 2018. A l'approche de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement...



PAGE 3

	SOMMAIRE	Bénin / Haute Cour de Justice Cécile Marie-José succède à Marcelline Gbèha à la présidence de la Haute Cour de Justice du Bénin  P 4	Adoption du budget rectificatif Baisse de 6.6% des recettes fiscales au premier semestre 2018  P 5	Tradition L'édition 2018 des Evala s'annonce en douceur  P 9	Protection du couvert végétal Le projet Redd+ connaît une nouvelle avancée  P 10	Développement personnel Des porteurs de projet outillés  P 11
---	-----------------	--	---	--	--	---

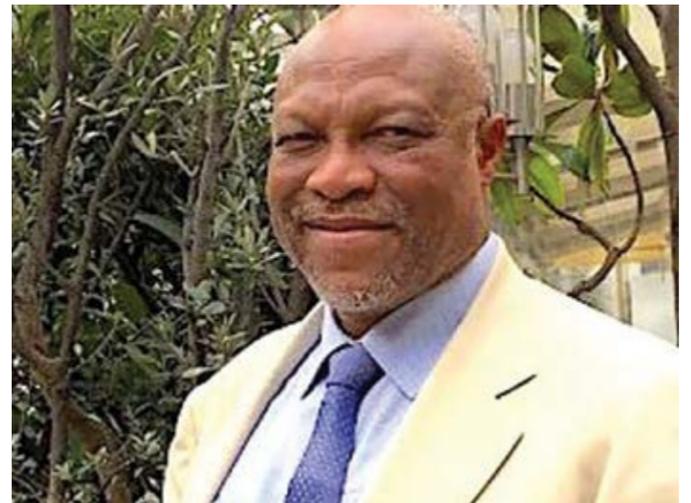
Téléphonie mobile

Les nouveaux tarifs de Togocel connus

L'opérateur de téléphonie mobile d'Etat Togocel a de nouveaux tarifs de communication. Ces derniers ont été rendus publics le weekend dernier à Lomé par les premiers responsables de l'entreprise.

Togocel a positionné sur les segments qui répondent le mieux à leurs besoins de communication Voix et Data. L'instauration de ces nouveaux tarifs a pour objectif d'offrir à la population togolaise de meilleure structuration des offres et permettre aux clients de se

font savoir les premiers responsables de la société. Par ailleurs, la minute de communication qui était de 80 FCFA de Togocel vers Togocel est ramenée à 79 FCFA. Ce qui correspond à une baisse de 1 FCFA sur la minute. Sur le plan international,



Affoh Atcha - Djedi, DG Togocel

il a été procédé à une segmentation des appels vers l'international varie ainsi de 95 FCFA à 200 FCFA la minute. (04) zones. Le coût des

TM

Zio / Nuisances sonores

Les responsables des lieux de culte sensibilisés

La Direction des cultes au ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales en collaboration avec le Conseil chrétien a organisé le lundi 18 juin 2018 à Tsévié une campagne de sensibilisation sur la « lutte contre les nuisances sonores pour un meilleur vivre ensemble » à l'intention des responsables des lieux de culte de toutes les confessions religieuses. Cette rencontre s'inscrit dans la tournée nationale initiée par la Direction des Cultes pour sensibiliser les responsables religieux sur la question du bruit et les nuisances sonores dans les lieux de culte. Le directeur des Cultes, le Commandant Béléi Bédiani a fait valoir que la tournée conduira la délégation dans 14 localités afin d'échanger avec les responsables des lieux de culte pour que la pratique religieuse se déroule dans le respect de la réglementation en vigueur et le respect de l'autre.

Lacs / Hôpital psychiatrique

Projet santé mentale effectif à Zébé

Le projet santé mentale de l'ONG « Humanité Inclusion » (HI), nouvelle dénomination de Handicap International, a été lancé, le 20 juin 2018 à l'hôpital psychiatrique de Zébé à Aného, par le directeur régional Maritime de la Santé, Dr Etoh Gaga. Ce projet d'une durée de quatre ans (2018-2021) est un programme multi-pays devant être exécuté à Madagascar, au Liban au Bénin et au Togo. Il vise l'amélioration des conditions de vie des personnes handicapées et des personnes vulnérables aux maladies mentales à travers une approche inclusive et participative. Le directeur régional Maritime de la Santé, Dr Etoh Gaga, a indiqué que depuis la mise en œuvre de l'initiative de Bamako, la prise en charge des cas psychiatriques devient difficile. Selon lui, en 2011, le Togo était classé parmi les pays pauvres et occupait le 162e rang sur 187 suivant l'indice de développement humain.

Haho / Gestion de l'environnement

Un atelier sur les pratiques agro écologies a Notse

La Coordination Togolaise des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles (CTOP) en lien avec la REDD+ a initié les 20 et 21 juin 2018 à Notse, une rencontre de restitution des résultats de l'atelier régional de formation des cotonculteurs sur les pratiques agro-écologies. C'était à l'intention d'une cinquantaine des cotonculteurs formateurs endogènes venus des préfectures d'Agou, du Moyen-Mono et de Haho. Cet atelier s'inscrit dans le projet d'appui aux organisations paysannes de coton pour la diffusion des pratiques agro-écologies et d'adaptation aux changements climatiques dans le cadre de la REDD+ au Togo. Il vise à partager avec les producteurs les pratiques agro-écologies et agro-forestières afin que les cotonculteurs puissent protéger l'environnement dans l'exploitation de leurs champs. Le directeur préfectoral de l'Environnement et des Ressources forestières, Lieutenant Alino Agbéko a souligné que la mise en œuvre de ces bonnes pratiques par les producteurs agricoles permettra à la terre de rester toujours fertile et en même temps de contribuer à la protection de l'environnement.

Guérin-Kouka / Humanitaire

Assistance aux réfugiés

Une délégation des cadres du parti Union pour la République (UNIR) Dankpen, a remis un don le 16 juin 2018 de vivres et non vivres aux déplacés ayant trouvé refuge dans ces localités dans les cantons de Katchamba et de Kouleigou, suite aux récents affrontements entre les Komkomba et Tchokossi en territoire Ghanéen.

Selon le chef de la délégation, le don a pour but non seulement de témoigner leur solidarité aux frères déplacés, mais aussi de leur exprimer la compassion et le soutien du chef de l'Etat, président fondateur du parti UNIR.

Les réfugiés ont été entretenus sur l'importance de la culture de la paix, de la cohabitation pacifique, du pardon, de l'amour du prochain et surtout les exhorter à privilégier le dialogue dans la gestion des litiges pour éviter de pareilles situations.



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
 Edité par DIRECT MEDIA RCCM
 N° TG_LOM 2015 B 1045
 BP : 30117 Lomé - Togo
 Tél : (+228) 22 25 02 23 /
 90 15 39 77 / 97 87 12 42
 Facebook: togomatin
 E-mail : atogomatin@gmail.com
 Site web: www.togomatin.tg
 Tw: @togomatin1
 Mson de la Presse: Casier N° 53
 Siège
 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
 Motchosso Kodolakina
 Secrétaire de rédaction :
 Rachidou Zakari
 Responsable web:
 Carlos Amevor
 Comité de rédaction:
 Françoise Dasilva
 Freda Sefiamor
 Alexandre Wémima

Edem Dadzie
 Essoyodou Awih
 Responsable administrative:
 Gloria Léma Yaglia
 Service commercial:
 DIRECT AGENCE
 Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00
 Graphiste:
 Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print
 Distribution : Togo Express
 Tirage : (2000 exemplaires)

EDITO

...Trump n'a fait que rendre les choses plus claires, officielles. Sinon, allez dire aux démocraties sud-américaines renversées dans le sang parce qu'elles étaient de gauche, aux prisonniers de Guantanamo, tous présumés

terroristes, etc., que c'est seulement maintenant que vous apprenez, vous, que les États-Unis ne se sont jamais pliés à de telles conventions, que ces conventions n'ont jamais impressionné cette grande fédération, qui impose ses règles au monde, pas l'inverse. Avec votre temps et votre cœur à pleurer,

il fallait pleurer avant hier, avant la déclaration officielle, avant l'officialisation d'un état de fait!

Enfin, il y a plus sérieux que les Droits de l'Homme en ce moment: le Football! Donc, oubliez vos faux sujets et achetez une télé si vous n'en avez pas une ou si la vieille que vous avez

depuis l'époque de Kennedy ne supporte plus tant d'émotions à la fois! Ne ratez pas l'événement planétaire par-delà la comédie des Droits de l'Homme.

Quand le sérieux sera terminé et qu'il nous faudra trouver une autre source de rigolade, alors, nous dresserons la liste

des pays, puissants et dominés, qui, eux, respectent les Droits de l'Homme... L'Italie, La France, Israël, La Hongrie, la Pologne, le Togo, le Cameroun, la RDC, le Gabon, le Congo, la Chine... Je me souviens de cette belle expression cubaine: "Pa'la pinga!"

Sami Tchak, sur sa page Facebook

Arrivée des médiateurs à Lomé L'ultime étape vers une sortie de crise ?

Les présidents guinéen, Alpha Condé et ghanéen, Nana Akufo-Addo, facilitateurs dans la crise politique togolaise, sont annoncés à Lomé pour le mercredi 27 juin 2018. A l'approche de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao), cette énième visite sonne comme un dernier round avant les recommandations tant attendues.

Ce sera l'occasion pour les deux chefs d'Etat d'échanger certainement pour une dernière fois avec les acteurs que sont le parti au pouvoir Union pour la République (Unir), la Coalition des 14, le gouvernement et d'autres regroupements qui ont fait des propositions pour une sortie de crise. Il y a quelques semaines, Jean-Claude Kassi Brou, président de la Commission de la Cedeao, était au Togo avec les représentants des deux facilitateurs à leur demande.

« Lorsque nous avons reçu la délégation conduite par le président de la Commission de la Cedeao, il nous a été bien dit que c'était une mission qui doit rendre compte aux facilitateurs qui avaient l'intention de venir eux-mêmes », explique Brigitte Kafui Adjamagbo Johnson, coordinatrice de la Coalition des 14. Mais les Togolais doivent le savoir, « il ne s'agira pas pour la Cedeao de sortir d'un chapeau les solutions de sortie de crise », prévient-elle. Il revient aux acteurs

et à chaque Togolais individuellement de faire sa part. C'est d'ailleurs ce qu'a fait savoir le président Nana Akufo-Addo, à l'ouverture du dialogue en février dernier. Aujourd'hui, la situation semble se normaliser progressivement. Les manifestations ne sont quasiment plus à l'ordre du jour, le gouvernement en profite pour faire redécoller l'économie et prend des initiatives pour améliorer les conditions de vie des populations togolaises. Les mesures d'apaisement continuent



Alpha Kondé et Nana Akufo Addo

à être mises en œuvre, avec la libération récemment encore de certains détenus. Mais rien n'est encore joué, si les acteurs politiques s'amusent à s'éterniser sur des positions tranchées, on risque de revivre des événements déplorables sur la terre de nos aïeux. Et personne n'en sortira gagnant. Certes, les facilitateurs feront de leur mieux pour aider le

Togo à sortir de la crise, mais il est clair que rien ne se fera sans une bonne volonté de part et d'autre. Actuellement, c'est donc la course contre la montre, la mise en jeu des dernières stratégies, mais aussi le moment de penser à l'intérêt supérieur de la nation pour faire les concessions qu'il faut pour débloquer la situation.

Edem Dadzie

Mécanisme Incitatif de Financement Agricole Faure Gnassingbé donne le ton

Le chef de l'Etat togolais Faure Essozimna Gnassingbé a lancé officiellement hier lundi 25 juin, le Mécanisme incitatif de financement agricole (Mifa) au Togo. C'était au Centre togolais des expositions et foires, où s'anime une foire qui a rassemblé plusieurs acteurs du monde agricole, de l'agroalimentaire et des institutions financières.

Le Mifa, mécanisme révolutionnaire de financement du secteur agricole fondé sur le partage de risques a reçu l'adhésion des partenaires techniques et financiers qui se sont engagés à le soutenir dans sa mise en œuvre. Gilbert Hougbo, ancien Premier ministre du Togo, et actuel président du Fonds International pour le Développement Agricole (Fida) était présent à la cérémonie de lancement

officiel par le chef de l'Etat. Il a réaffirmé la disponibilité de son institution à « soutenir aux plans technique et financier le Togo dans la mise en œuvre du MIFA ».

La Banque africaine de développement (Bad), par la voix de son président Dr Akinwumi Adesina n'a pas manqué d'exprimer son soutien et son engagement ferme à œuvrer pour la réussite du MIFA. Il a

également exhorté les institutions bancaires à être l'épine dorsale de ce projet porteur pour le développement du Togo.

Plus qu'un simple produit, le Mifa se révèle comme le trait d'union entre tous les acteurs de la chaîne des valeurs agricole. C'est sous cette forme que les membres du Bureau d'implémentation de la phase pilote de cette initiative qui a été lancée



Faure Gnassingbé lors de sa visite des stands de la foire Mifa

officiellement hier lundi par le président de la république.

Ainsi, le Mifa va aider à promouvoir les produits financiers et assuranciers adaptés au secteur agricole, remédier à la fragmentation des chaînes de valeur agricole et

faciliter le partage des risques entre les différents acteurs du secteur agricole. Il ambitionne aussi de fournir une assistance technique aux institutions financières, aux PME/PMI et aux producteurs agricoles autrefois écartés du système financier.

La rédaction

Côte d'Ivoire**72 heures pour les députés ivoiriens pour déclarer leurs biens**

C'est l'essentiel d'une note d'information signée de la présidence de l'Assemblée nationale ivoirienne parvenue aux élus du peuple en fin de weekend. Ils ont 72 heures donc, du lundi 25 au mercredi 27 juin 2018, pour se présenter à l'équipe de la Haute autorité de la bonne gouvernance de Côte d'Ivoire (HABG) et faire le listing de leur patrimoine.



Des députés ivoiriens

Créée en septembre 2013, la Haute autorité de la bonne gouvernance (HABG) a pour mission principale de prévenir et de lutter contre la corruption et les infractions assimilées. Faisant écho au Réseau des parlementaires africains pour la lutte contre la corruption, les députés membres du réseau avaient déclaré en 2015 leur patrimoine

en guise d'exemple à la mission qu'ils assignaient à l'institution. C'est ainsi que la section de Côte d'Ivoire, dirigée par Sidibé Abdoulaye avait érigé en crédo, la déclaration de patrimoine comme modèle d'appartenance et de gouvernance du réseau. « Cette démarche est d'autant plus importante que ceux-ci doivent être des modèles. Surtout que l'une de leurs

fonctions est de contrôler l'action gouvernementale », avait-il déclaré.

Les députés ivoiriens qui jusqu'alors n'ont pas encore « fait le pas », auront à leur entière disposition, pour 72 heures une équipe de la Haute autorité pour la bonne gouvernance pour faire enregistrer l'ensemble de leurs biens, meubles, immobilier, etc... Une fois cette démarche effectuée, la déclaration du patrimoine est gardée confidentielle par la HABG. Considérée comme une des démarches clés en faveur de la bonne gouvernance, la déclaration de patrimoine en Côte d'Ivoire est un devoir fondamental pour toute personne ayant un positionnement administratif ou politique de premier plan ou assurant des charges majeures en matière de gestion publique.

T.M.

Ghana / Diplomatie**Ministres et hauts responsables interdits de voyage à l'étranger**

Sur ordre de Nana Akufo-Addo, les membres du gouvernement ghanéen et tous les responsables publics sont interdits de voyages à l'étranger jusqu'à nouvel ordre. Seule la ministre des Affaires étrangères est exemptée de cette directive.

La note est signée Akosua Frema Osei-Opare, chef du staff de la Jubilee House, le palais présidentiel ghanéen. Jusqu'à nouvel ordre, les membres du gouvernement et tous les hauts responsables publics sont interdits de voyage à l'étranger.

« Le président de la République a ordonné que tous les voyages à l'étranger par les ministres, les ministres délégués les MMDCE [Dirigeants en chef des régions métropolitaines, municipales et de district, ndlr] et les responsables des agences gouvernementales soient temporairement

suspendus avec effet immédiat », indique la note qui a été transmise aux intéressés le 21 juin dernier et révélé sur les réseaux sociaux hier, dimanche 24 juin.

Seule la ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale, Shirley Ayorkor Botchwey, est exemptée de cette directive, d'après la même source.

Pour l'heure, aucun justificatif n'a été avancé à cette nouvelle directive qui frappe les ministres et hauts responsables ghanéen. Toutefois, la présidence de la République se veut rassurante.

« Les directives en

ce qui concerne des voyages étrangers futurs visant à la minimisation de la perturbation aux travaux domestiques du gouvernement vous seront communiquées bientôt », précise la note, demandant aux intéressés d'accuser réception et de strictement s'y conformer. Cette directive intervient quelques semaines après le limogeage de quatre hauts fonctionnaires soupçonnés de corruption, un mal auquel Nana Akufo-Addo a décidé de s'attaquer dès sa prise de fonctions, l'estimant à l'origine des problèmes économiques que pouvait connaître le pays.

La Tribune Afrique

Bénin / Haute Cour de Justice**Cécile Marie-José succède à Marcelline Gbêha à la présidence de la Haute Cour de Justice du Bénin**

Ce devrait être une élection. Mais c'était plus un plébiscite. Cécile Marie-José de Dravo a été élue ce lundi 25 juin 2018 à la tête de la Haute Cour de justice béninoise à l'unanimité des membres présents, aucun vote contre. Elle remplace ainsi une autre femme, Marcelline Afouda Gbêha, qui a bouclé 2 mandats successifs à la tête de l'institution.



Marie-José de Dravo, nouvelle présidente de la HCJ

Cécile Marie-José de Dravo a été désignée par le chef de l'Etat, le président Patrice Talon pour siéger à la 6ème mandature de la Cour constitutionnelle. Elle a la charge de poursuivre les œuvres de son prédécesseur. Cette élection conduite par le doyen d'âge des juges, Ousmane Batoko s'est déroulée en présence de 12 membres au lieu des 13 qui sont membres de l'institution.

Ont pris part à cette élection, conformément à l'article 5 du règlement de la Haute Cour de justice, Razack Amouda, Moustapha Fassassi, Rigobert Azon, Cécile de Dravo Zinzindohoué, André Katari, et Sylvain Nouatin, tous membres de la nouvelle mandature de la Cour constitutionnelle en plus du président de la Cour suprême et de cinq députés au lieu de 6. Il s'agit des députés René Badougou, Edmond Zinsou, Adam Bagoudou, Valentin Djèntonin, Benoit Dègla.

Détentrice d'un doctorat en droit public, Cécile de Dravo épouse Zinzindohoué est membre du bureau politique du parti de la Renaissance du Bénin (aile Zinzindohoué) dans lequel elle occupe le poste de chargé des questions juridiques à côté de son époux, Me Abraham Zinzindohoué, le président dudit parti.

Cette juriste de haut niveau dirigera pour la mandature qui s'ouvre, la Haute Cour de justice du pays, conformément aux dispositions de l'article 136 de la Constitution du 11 décembre 1990. Elle présidera essentiellement, aux questions de jugement du président de la République et des membres du gouvernement à raison des faits qualifiés de haute trahison, d'infractions commises dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, ainsi que pour juger leurs complices en cas de complots contre la sûreté de l'Etat.

T.M.

Anticipation du surendettement des emprunteurs

Les députés approuvent la loi de réglementation des BIC

Samedi dernier, au nouveau siège de l'Assemblée nationale, les parlementaires ont procédé à l'adoption de la loi modificative de la loi uniforme N2016-005 du 14 mars 2016, relative à la réglementation des Bureaux d'information sur le Crédit (BIC).

Pour Sani Yaya, le ministre en charge de l'Economie et des Finances, « l'adoption de cette loi permettra d'enrichir la base d'information du BIC et partant, d'améliorer la notation de notre pays dans l'évaluation du climat des affaires ». L'exercice intervient en effet, au lendemain de la tenue, au palais de la présidence de République, d'un atelier de sensibilisation et de renforcement de capacités des institutions impactées par la modification de ladite loi.

Le BIC est une institution chargée de collecter auprès des organismes financiers, des sources publiques et des grands facturiers, notamment les sociétés de téléphonie, des données sur les antécédents de crédit ou de paiement d'un client. La banque de données qui en

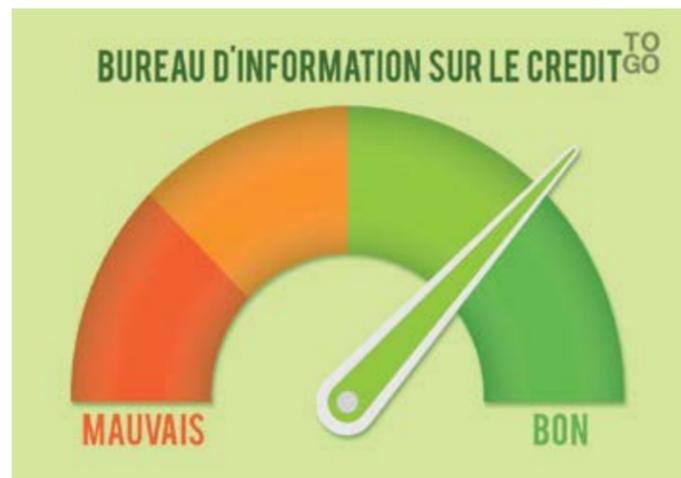
ressort permettra d'établir des rapports de solvabilité détaillés servant de critères objectifs à la prise de décision en matière d'octroi de crédit.

Pour la cellule climat des affaires, le séminaire de formation de la semaine dernière se veut être une vitrine de renforcement de la base de données du Bureau d'information sur le crédit et d'amélioration de la qualité des rapports de solvabilité dudit bureau. L'atelier était l'occasion de rendre disponibles de nouveaux services à valeur ajoutée, fondés sur les données alternatives ainsi que la consultation des rapports de solvabilité enrichis par les utilisateurs traditionnels du BIC (grâce aux historiques de paiement de facture) et par les grands facturiers pour les besoins de recouvrements et d'établissement de

moratoires de paiement notamment.

La modification de cette loi uniforme fait suite à l'adoption, le 8 mai dernier, en Conseil des ministres, d'un projet de loi relative à la réglementation des BIC dans les Etats membres de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa). Le gouvernement adoptait dans le même temps, un décret portant autorisation de la mise en œuvre d'un traitement automatisé de données à caractère personnel pour l'intégration des grands facturiers à la plateforme électronique de partage des informations sur le crédit. Dans l'espace communautaire, trois Etats à savoir la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Bénin en janvier dernier ont pris l'avance sur le Togo.

Pour Sani Yaya, le BIC contribue pleinement à



l'amélioration du climat des affaires tout en permettant « d'anticiper le surendettement des emprunteurs et de prendre des décisions plus appropriées en matière d'octroi de crédit aux particuliers ».

Les différents rapports Doing Business publiés par la Banque mondiale mentionnent que les pays membres de l'Uemoa occupent une place « peu honorable » sur l'indicateur relatif à l'accès des populations au crédit. L'indicateur relève que tous les pays de la zone

sont classés au 142^{ème} rang sur 181 pays. « Ces réalités confirment les résultats des différents rapports relatifs à l'identification des contraintes majeures à la croissance économique et à l'investissement privé dans notre espace » déplorait Mme Assiba Johnson, la coordinatrice de la cellule climat des affaires.

L'adoption de la loi vise la couverture d'au moins 5% de la population adulte (les plus de 15 ans) du Togo dans la plateforme du BIC.

Awih Essoyodou

Adoption du budget rectificatif

Baisse de 6.6% des recettes fiscales au premier semestre 2018

Devant l'hémicycle samedi dernier, le ministre de l'Economie et des Finances a introduit le projet de loi du gouvernement portant modification de la loi de finances initiale du gouvernement qui devrait permettre de « poursuivre l'assainissement des finances publiques ».



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

Plusieurs déterminants issus d'une conjoncture économique en déphasage des prévisions sont tributaires de la rectification du budget exercice 2018. La situation politique tendue depuis le mois d'août dernier caractérisée

par des manifestations intempestives des protagonistes au déchirement politique a fortement impacté le bon déroulement des activités économiques. En adoptant la loi de Finances rectificative, le gouvernement compte prendre en compte les

évolutions intervenues au cours de la loi de finances initiale adoptée en décembre dernier.

Des recettes

Au titre des recettes, Sani Yaya mentionne que la situation sociopolitique nationale marquée par des manifestations violentes a laissé des répercussions négatives sur le bon déroulement de l'activité économique et sur la mobilisation des ressources internes. « Cette situation a engendré un manque à gagner d'environ 50 milliards de francs CFA en recettes fiscales du fait des perturbations des activités économiques », a déploré le ministre en charge des Finances qui rappelle que le taux de croissance pour 2017 a ainsi été revu à la baisse à 4.4%.

D'une projection de croissance estimée à 4.9%, les prévisions de collecte des recettes liquides pour 2018 ont également connu une baisse et se fixent désormais à 518.3 milliards

de francs CFA contre une prévision initiale de 562 milliards, soit une diminution de 43.7 milliards (6.6%). Pour M. Yaya, cette situation politique porte un coup dur à l'image du Togo auprès des investisseurs étrangers et à l'économie nationale d'où pour lui, l'occasion de lancer un appel pour un « sursaut national afin d'éviter tous actes de vandalisme préjudiciables à notre économie qui est un patrimoine national et devrait nous concerner tous de quelques bords que nous soyons ».

Les partenaires au développement du Togo continuent néanmoins d'accorder leur confiance avec notamment l'augmentation de l'appui budgétaire de la Banque mondiale à hauteur de 7.4 milliards. De 853 milliards, les prévisions de recettes tombent désormais 832 milliards de francs CFA.

Les dépenses Pour le gouvernement, les dépenses ont trait à « la satisfaction de

nouveaux besoins sociaux liés notamment aux revendications des agents des secteurs de l'éducation (enseignement primaire et secondaire ainsi que les enseignants du supérieur), à l'augmentation des subventions aux universités de Lomé et de Kara ainsi qu'aux enseignements confessionnels, à la révision de la grille indiciaire des magistrats et à la prise en compte de nouveaux besoins d'investissements financés sur ressources propres ». Les recettes budgétaires enregistrent ainsi une diminution de 30.3 milliards de francs CFA, tandis que la programmation des nouvelles dépenses et mesures nouvelles se chiffre à 25.4 milliards.

Les dépenses budgétaires diminuent de 5 milliards de francs CFA pour se situer à 920.5 milliards contre 925.5 milliards de francs CFA.

Awih Essoyodou

Don de sang

Cadeau de vie, sens et portée

Le don du sang est une pratique qui consiste à se faire prélever une partie de son sang, ou ses composants comme le plasma et les plaquettes sanguines, afin de l'utiliser pour des transfusions médicales. La Journée mondiale des donneurs de sang a lieu tous les ans le 14 juin. A cette occasion, le Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) au Togo a invité les populations à donner leur sang afin d'éviter les pénuries. Au regard des besoins dans les centres de santé, le CNTS ambitionne d'augmenter le nombre de donneurs volontaires et mieux contrôler le sang collecté. Que comprend de ce geste humanitaire qui est le don du sang ? Le présent dossier de TogoMatin vous aidera à mieux cerner ce geste vital.

Un acte de solidarité



Prelevement de sang

En commémoration de la journée internationale de don de sang, le CNTS a organisé le jeudi 14 juin 2018 en plus d'une collecte de sang une conférence débat en vue de discuter avec les donateurs. Le thème retenu cette année est « Don de sang en tant qu'acte de solidarité ».

Pour Dr Magnang Hezouwe, un médecin hématologue, cette journée est une occasion de remercier tous les donateurs et de sensibiliser toute la population afin d'inciter tous ceux qui hésitent encore à franchir le pas.

Il a également saisi cette opportunité pour expliquer aux donateurs, non seulement le processus de production des produits sanguins labile (PSL) qui est une longue et coûteuse procédure ce qui explique le fait que la poche de sang soit vendue à un prix forfaitaire de 6000 F Cfa

avec subvention de l'état vue que le prix revenait normalement à 30000 F Cfa, mais aussi la politique de transfusion sanguine vue que le CNTS est une structure étatique.

A la question pourquoi donner le sang, Feteke Lochina, directeur de la CNTS a déclaré que c'est un médicament utilisé pour traiter les malades et que malheureusement ce médicament ne peut être stocké dans les pharmacies et ne se trouve que dans l'organisme humain. Il a déclaré que cette conférence avec les donateurs est un moyen de les encourager.

En 2017, le Togo a eu besoin environ de 70 000 poches de sang pour couvrir les besoins de sang. Pour éviter des pénuries, le CNTS encourage les bonnes volontés à se manifester à ne pas se laisser mais de continuer en donnant du sang et souvent.

Pourquoi donner son sang?

Tantôt appelée Journée mondiale des donneurs de sang, tantôt Journée mondiale du don de sang, cette journée a pour objectif de sensibiliser les populations aux



Don de sang dans un centre hospitalier

enjeux des dons de sang. Elle a été lancée en 2004 par l'OMS.

Le sang est précieux. L'on a besoin du sang en cas d'accidents, d'opérations ou pour les patients cancéreux. Et comme il n'est toujours pas possible à ce jour de fabriquer du sang artificiel, la demande doit être couverte par des dons de sang volontaires. Face à ce constat, il faut donc donner du sang car vous pourriez en avoir besoin un jour !

Le sang sécurisé permet de sauver des vies et d'améliorer la santé. Les transfusions sanguines sont nécessaires:

- aux femmes présentant des complications de la grossesse, comme une grossesse extra-utérine ou une hémorragie avant, pendant ou après la naissance;
- aux enfants souffrant d'anémie grave résultant souvent d'un paludisme ou de la malnutrition;

- aux gens présentant un traumatisme grave suite à des catastrophes humaines ou naturelles; et
- à de nombreux patients des services de chirurgie et de cancérologie.

Il est également nécessaire pour les transfusions régulières destinées aux personnes souffrant d'affections comme la thalassémie ou la drépanocytose et sert à fabriquer des produits tels que les facteurs de coagulation pour les sujets atteints d'hémophilie.

On a constamment besoin d'un approvisionnement régulier en sang parce que ce dernier ne se conserve que pendant une durée limitée avant utilisation. Des dons de sang réguliers par un nombre suffisant de personnes en bonne santé sont nécessaires pour que l'on puisse disposer de sang sécurisé partout et à tout moment.

Le monde a besoin de sang neuf

Grâce aux dons de sang anonymes et sécurisés de millions de personnes, des milliers de vies sont sauvées chaque jour. Mais la possibilité de recevoir une transfusion de sang, qu'elle soit sécurisée ou non, varie énormément d'un pays à l'autre. Les besoins de 18 % de la population mondiale monopolisent 60 % de l'offre mondiale, ce qui laisse les 82 % restant sans couverture satisfaisante.

La Journée mondiale du don de sang est à la fois une journée de réflexion et l'occasion de remercier tous les donateurs de sang

volontaires et réguliers dans le monde. Tout le monde ou presque peut aider à sauver des vies, soit en devenant un donneur régulier soit, si c'est impossible pour des raisons médicales, en apportant une aide bénévole les jours de collecte du sang.

L'OMS et d'autres organisations ont préconisé des stratégies claires pour développer l'accès universel à la sécurité transfusionnelle. Celles-ci reposent sur la promotion du don de sang régulier, volontaire et non rémunéré et sur la coordination nationale des services de transfusion sanguine.

Des dons volontaires, non rémunérés et sécurisés



Des pochettes de sang

Des progrès ont été enregistrés sur la question de la sécurité. Pourtant, il reste encore bien des efforts à accomplir à l'échelle mondiale. Jusqu'à présent, seuls 40 pays ont mis en place un système basé exclusivement sur le don de sang volontaire. Malgré certaines améliorations récentes dans ce domaine important, moins de 30 % des pays ont un service de transfusion coordonné au niveau national. Trop de pays, y compris parmi les pays émergents, continuent de dépendre des dons

de compensation (c'est-à-dire des dons faits par la famille du malade) ou des dons rémunérés.

Le sang contaminé par le VIH continue d'être à l'origine d'environ 5 % des infections à VIH en Afrique. Alors que dans de nombreux pays, on pratique de plus en plus de tests pour sécuriser le sang, la plupart des pays en développement ne recherchent ni le VIH, ni l'hépatite B ou C. Chaque année, six millions de recherches d'infections qui auraient dû être pratiquées ne sont pas effectuées.

La conservation des produits sanguins



Poche de sang

La durée de vie des produits sanguins est courte : 42 jours pour les globules rouges et 5 jours seulement pour les plaquettes. Le plasma, qui se congèle, peut se conserver 1 an.

Qui peut donner ?

Toute personne en bonne santé, âgée de 18 à 70 ans, ne faisant pas l'objet d'une mesure de protection légale (tutelle...) et reconnue apte

à l'issue de l'entretien pré don peut donner son sang.

Les donneurs de groupe 0 négatif (0-) sont particulièrement recherchés car leurs globules rouges peuvent être transfusés à tous les patients. Mais les donneurs de tout groupe sanguin sont les bienvenus.

Un acte sécurisé

Toutes les précautions sont

prises pour garantir la sécurité du donneur. Le don est supervisé par un personnel médical expérimenté et le matériel de prélèvement utilisé (aiguille, tubes, poches) est stérile et à usage unique.

Le volume prélevé est ajusté en fonction du volume sanguin circulant et une personne en bonne santé récupère rapidement après un don de sang total.

Certaines personnes peuvent ressentir une sensation de malaise pendant ou après le don. Il s'agit le plus souvent d'un « malaise vagal », sans gravité. Il est important de boire avant et après le don afin d'aider l'organisme à récupérer rapidement.

Avant tout don, un document d'information est remis au donneur l'informant des risques, même les plus rares, liés au prélèvement.

Avantages du don de sang



Un donneur de sang accomplissant son acte

Le don de sang peut aller au-delà d'aider quelqu'un d'autre qui a besoin de votre sang. En fait, le don de sang peut profiter à votre propre santé aussi.

Obtenir un bilan de santé de base Avant de donner du sang, vous devriez peut-être vous faire vérifier pour toutes les maladies qui peuvent vous exclure de don. Cela peut être juste le coup de pouce dont vous avez besoin pour obtenir ce bilan de santé depuis longtemps.

Même si vous sautez que, les centres de don de sang toujours faire un bilan de santé de base avant de vous laisser donner du sang. Par exemple, votre tension artérielle et la fréquence cardiaque seront contrôlées. Un échantillon de sang sera également testé.

Stimuler votre santé cardiovasculaire

Donner votre sang dans un centre de don de sang pourrait aider à améliorer votre santé cardiovasculaire - en gardant les niveaux de fer dans le contrôle. Le fer peut avoir un rôle dans la peroxydation lipidique, un précurseur de l'athérosclérose ou le durcissement notoire et le rétrécissement des artères.

Réduction possible dans certains risques de cancer

Encore une fois, en raison de sa capacité à vous aider à réduire l'excès de fer dans le système, un don de sang peut contribuer à un risque plus faible de certains

cancers. Comme un morceau de fer dans le corps peut créer des dommages des radicaux libres catalysés par le fer ou le stress oxydatif. Et cela a été mis en cause à élever le risque de cancer. Par conséquent, l'étude a révélé que la baisse des niveaux de fer dans les sujets de test qui ont une maladie artérielle périphérique réduit le risque de cancer et de la mortalité.

Risques du don de sang

Certaines personnes peuvent avoir quelques effets secondaires bénins du don de sang. Ce sont quelques-unes des réactions typiques plus douces que vous pourriez avoir:

- Transpiration
- Avoir froid
- La faiblesse
- La nausée
- Agitation

Un très petit nombre de personnes éprouvent des problèmes plus graves comme des vomissements ou peut perdre conscience.

Somme toute, le sang est le don le plus précieux que l'on puisse faire à autrui - c'est un don de vie. En décidant de donner votre sang, vous pouvez sauver une vie, voire plusieurs si le sang est séparé en ses constituants - hématies, plaquettes et plasma - qui peuvent être utilisés séparément pour des patients présentant des affections particulières.

Pharmacies de garde de Lomé du 18 au 25 / 6 / 2018

BEL AIR	Non loin de Palm Beach	22 21 03 21
St RAPHAEL	Marché Atikpodji	22 21 84 26
BON SAMARITAIN	BE	22 21 45 30
PORT	Face Hôtel Sarakawa	22 27 61 88
OCAM	Rue de l'ENTENTE	22 21 62 05
HORIZON	Nyékonakpoè.	22 20 42 42
PATIENCE	Tokoin Gbadago	22 21 60 94
BON SECOURS	Cassablanca	22 45 76 74
JUSTINE	Tokoin Habitat	22 21 00 01
St PAUL	Bd. Jean Paul II	22 22 46 72
FOREVER	Tokoin Forever,	22 26 11 77
HEDZRANAWÉ	HEDZRANAWÉ	22 26 49 61
NOTRE DAME	Hedzranawoe	22 42 74 04
KOUÉSSAN	Kegué	23 20 04 57
INTERNATIONALE	Hedzranawoe	22 26 89 94
PHARMACIE 2000	BE KPOTA	22 70 01 69
CHRIST ROI	Kagomé	22 27 46 66
ADIDOGOME	Adidogomé	22 50 54 85
SILOE	Apédokoe Atigangomé	22 33 82 87
MAGNIFICAT	Aflao Sagbado	22 56 43 20
ACTUELLE	Sagbado - Adidogomé	22 51 11 72
DJIDJOLE	DJIDJOLE	22 25 65 12
Notre Dame de LOURDES	Agoè	22 44 01 01
CONFIANCE	Face GTA	22 42 43 81
LUMIERE	Agbalepédogan	22 25 15 26
OSSAN	AVEDJI	23 38 44 25
DES ROSES	Vakpossito,	22 37 38 12
ADONAI	Agoè-Nyivé	22 50 04 05
CHARITE	Agoè-Nyivé	22 25 12 60
SHALOM	Agoè-Cacaveli	22 51 87 60
EMMAÛS	Route Mission Tové	22 40 25 04
TCHEP'SON	Togblékopé	22 42 94 41
HYGEA	Baguida	22 27 36 36
LE DESTIN	Baguida	22 41 15 41

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
 GYM FIL «O» PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
 AG Partners: Sise à Cassablanca
 www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
 RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ
 (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC.
 Tél: 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél: 90 17 03 30
 COURS DE ZOOMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
 Tél: 22 40 04 99

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
 Plus de soucis, contactez:
 Africa Translate Consulting.
 Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
 E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Quelques conseils d'un sage à son fils

- 1 / Contente toi de ce que tu as, et ne montre pas tes faiblesses, en pleurnichant devant les gens, pour ce que tu n'as pas .
- 2 / Cherche le savoir en étudiant très sérieusement, sans tricher. N'oublie pas qu'apprendre c'est comprendre .
- 3 / Évite de t'énerver, en disant des gros mots et ne prends aucune décision quand tu es fâché .
- 4 / N'oublie pas, Il y a des choses qui ne reviennent pas en arrière : la parole prononcée, le temps parcouru et les opportunités qui se sont présentées .
- 5 / Aime ce qui est correcte et bien, par conséquent, profite de ce qui est sain et licite.
- 6 / Découvre les plaisirs les plus élémentaires : l'amitié, le sport, la culture, la dignité, la simplicité, le bon comportement, le savoir, la foi... Bref, des choses naturelles et éducatives, qui t'aideront a te former .
- 7 / N'oublie pas que dans cette vie tout se mérite, donc évite la facilité, c'est comme cela que tu acquières l'expérience et le savoir utile .
- 8 / Regarde bien avec qui tu t'accompagnes, car ceux qui s'accompagnent se ressemblent .

Réflexion



Ma
 meilleure amie
 que je considère
 comme ma soeur
 sort avec mon
 mari.
 A votre avis;
 Je tire ou je laisse?

Photo du jour



Commentez cette photo

Portrait

À Zurich, l'Ivoirienne Alice Gbelia transforme l'art numérique

Née au Tchad, élevée à Abidjan et à Lille et vivant actuellement à Zurich, Alice Gbelia est uneoureuse des arts, de la culture et du divertissement. Elle est fondatrice d'Ayoka Deco, une structure qui lui permet d'exprimer sa passion.

À u début, Alice Gbelia ne pensait pas qu'elle dirigerait l'un des plus grands sites d'art africain. Mais tout a basculé avec une expérience personnelle. En effet, c'est dans une recherche d'œuvres d'art pour sa maison au cours de laquelle l'Ivoirienne n'a pas pu trouver les produits qui correspondaient à son style, son héritage africain et son amour pour la culture pop noire, que l'idée de la plateforme Ayok'a lui est venue.

Ayok'a qui signifie « bienvenue » dans la langue

maternelle de Gbelia en Côte d'Ivoire, est une boutique en ligne qui des produits d'artistes noirs. À la différence de beaucoup de magasins, Gbelia a décidé de diversifier sa gamme en fabriquant d'autres produits tels que des tasses, des cartes de vœux et des teintures murales. « Nous avons commencé à vendre des tirages d'art parce que nous pensons que c'est un excellent moyen d'injecter de la personnalité dans une pièce », assure-t-elle.

Sa startup, qui a été lancée

en 2017 a présenté un certain nombre d'artistes, dont les œuvres ne sont pas facilement accessibles en ligne. Pour elle, le lancement de cette startup est un geste important afin d'ouvrir des espaces à ces artistes qui ont été limités en quelque sorte par les gardiens traditionnels, qui selon elle, sont « principalement les Blancs qui ont tendance à favoriser les personnes dans leur cercle ».

L'entreprise a changé depuis sa création. Non seulement la société Ayok'a



Alice Gbelia

a commencé à expédier des produits vers l'Europe et le Canada, mais elle a également été en mesure d'ajouter plus de gammes

de produits. L'un de ses plans futurs est d'avoir des moyens plus innovants de s'engager avec les clients.

www.afrotribune.com

Tradition

L'édition 2018 des Evala s'annonce en douceur

Evala est le passage du jeune adolescent kabyè à l'âge adulte. C'est une forme de lutte traditionnelle dont la finalité consiste à terrasser son adversaire et qui se déroule chaque année dans la région de Kara au Togo. Pour le compte de cette année, les Evala se tiennent en juillet dans l'intervalle du 7 au 14 juillet prochain.

Les Evala constituent des fêtes traditionnelles en pays Kabyè. Ces luttes traditionnelles sont la toute première initiation à la vie d'homme de l'adolescent kabyè.

Avant d'être soumis à ces rites, les jeunes sont longtemps préparés psychologiquement et physiquement.

L'aspect culturel de l'évènement est rehaussé par les sacrifices que

l'adolescent doit consentir, notamment le jeûne, abstinence sexuelle et les scarifications qui sont les signes extérieurs du guerrier.

L'aspect traditionnel de la cérémonie se révèle par la présence des sages de la communauté. Ce sont ces sages qui veillent au respect des règlements, assurant la direction et l'arbitrage des tournois. Les dates

auxquelles se tiennent les cérémonies sont fixées par la consultation des oracles suivis de l'autorisation accordée par le grand prêtre nommé « Tchodjo ».

Après les luttes, les prêtres traditionnels font une tournée dans les lieux sacrés pour remercier les ancêtres d'avoir permis la cérémonie.

L'objectif premier des Evala est d'habituer le jeune à l'endurance, au



Empoignades entre deux lutteurs

courage et au stoïcisme. En pays Kabyè, un jeune qui se dérobe à cette lutte traditionnelle subirait des

représailles des sages, de ses parents et de la société entière.

Nadia Edodji (Stagiaire)

Lire

« **Comment parler en public** » de Dale Carnegie. Nouvelle édition. Pp 37-38

« ...Le remède souverain pour retrouver l'enthousiasme, si nous l'avons perdu, est de nous redresser joyeusement, de parler et d'agir comme si l'enthousiasme était revenu. Si une telle conduite ne nous rend pas plus optimiste, rien d'autre dans cette circonstance n'y parviendra. Pour devenir confiant, agissons comme si nous l'étions, mettons-y toute notre volonté et par un acte de courage nous triompherons de l'appréhension. Suivez les conseils du professeur

James. Pour développer votre courage en réunion et en public, faites comme si vous n'aviez pas peur. Naturellement, si vous ne vous êtes pas préparé convenablement, tous les stimulants du monde vous seront de peu d'utilité. Mais, si vous savez de quoi vous allez parler, avancez d'un pas rapide, et respirez profondément. Respirez à fond trente secondes. La réserve d'oxygène vous soutiendra. Le grand ténor Jean de Reszke disait qu'en inspirant à fond, sa nervosité disparaissait. Tenez-vous bien droit et regardez vos auditeurs. Commencez à parler avec confiance, comme si chacun vous devait de l'argent. Pensez que c'est le cas. Imaginez qu'ils sont

là pour vous demander de leur faire crédit. Cela vous aidera. Si vous doutez de cette méthode, vous changerez d'avis après avoir eu une conversation avec n'importe quelle personne l'ayant adoptée. Comme vous ne pouvez leur parler directement, écoutez ce témoignage qui restera le symbole du courage. Dans sa jeunesse, l'homme en question était particulièrement timoré; en développant sa confiance en lui, il devint des plus audacieux. C'est le Président des États-Unis qui fut le plus aimé, respecté et écouté de ses contemporains: Théodore Roosevelt. « Après avoir été un enfant maladif et gauche, a-t-il écrit dans

son autobiographie, je devins un jeune homme nerveux doutant de mes possibilités. Je me suis entraîné péniblement, laborieusement, tant sur le plan physique que sur le plan moral et intellectuel. Il nous a révélé comment il parvint à se transformer: Dans ma jeunesse, j'ai lu un livre de Marryat que je n'ai jamais oublié. Le capitaine d'un petit bateau de guerre britannique apprend au héros de l'ouvrage à devenir courageux. Tout homme, dit-il, a peur quand arrive le moment de l'action. Il faut alors garder assez d'emprise sur soi pour agir comme si la peur n'existait pas. Quand on garde cette attitude assez longtemps, elle devient réalité, et l'homme acquiert

le courage qu'il n'avait pas. Ce fut la maxime qui me guida. Beaucoup de choses m'effrayaient au début, les ours gris, autant que les chevaux vicieux et les bandits armés, mais en faisant comme si je ne les redoutais pas, je cessai peu à peu d'avoir peur. La plupart des hommes peuvent faire cette expérience s'ils le désirent. Surmonter la peur de parler en public apporte d'énormes bienfaits dans tout ce que nous faisons. Ceux qui y parviennent, s'aperçoivent qu'ils s'améliorent dans d'autres domaines, et ils constatent que leur victoire les a fait sortir d'eux-mêmes pour les lancer dans une vie plus riche et mieux remplie... »

Protection du couvert végétal

Le projet Redd+ connaît une nouvelle avancée

Le projet de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (Redd+) connaît une nouvelle avancée avec la finalisation du draft de la version 1 de la stratégie Redd+ du Togo.

En mai 2010, le Togo a adhéré au Partenariat Redd+ lors de la conférence sur le climat et la forêt à Oslo et est engagé depuis dans la phase préparatoire à la mise en œuvre de la stratégie nationale Redd+ dans le cadre d'un partenariat avec le Fonds de partenariat pour le carbone forestier

(FCPF). Un premier draft est en cours de vulgarisation, un pas de plus vers l'élaboration de la stratégie finale qui permettra de mettre notre pays à l'abri de la déforestation.

Du 22 au 26 mai 2018 un atelier a été organisé à Kpalimé pour consolider et finaliser le draft de la

version 1 de la stratégie Redd+ du Togo. Cet atelier a regroupé les membres des groupes thématiques, les représentants des organisations de la société civile, la coordination nationale REDD+ et le consultant national, chargé d'accompagner les acteurs dans l'élaboration de la stratégie nationale Redd+.



Du 20 juin au 04 juillet, se tiennent des ateliers dans les cinq régions du Togo et un atelier national pour partager, échanger

et valider la version 1 de la stratégie Redd+ du Togo avec les acteurs impliqués dans le projet.

Edem Dadzie

Bilan environnemental

Rétrospective des six premiers mois de l'année 2018 et perspectives

Le sixième mois de l'année 2018 est presque à son terme. Avec les défis que pose aujourd'hui la protection de l'environnement, il devient nécessaire d'avoir régulièrement un regard rétrospectif sur les actions entreprises, un regard critique pour plus d'effets.



La protection de l'environnement et les intérêts économiques sont conciliables

Les six premiers mois de l'année 2018 ont été marqués essentiellement par les débats autour de la sortie des Etats-Unis de l'accord de Paris, le One planet summit organisé par la France en fin d'année 2017 afin de stimuler les investissements en faveur du climat, l'évolution des tendances tant favorables que préjudiciables au climat, au niveau national et international. On a assisté surtout à partir d'avril à la célébration des différentes Journées environnementales. Les six prochains mois seront déterminants.

Des rendez-vous internationaux très cruciaux sont attendus.

Une intersession de rattrapage sera organisée en septembre pour approfondir les avancées avant la Cop 24. Du 12 au 14 du même mois, se tiendra le Climate action summit en Californie, grand rendez-vous des acteurs non-étatiques engagés sur le climat et qui aura une résonance particulière, alors que Donald Trump multiplie les politiques climaticides.

En octobre, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) publiera son très attendu rapport sur l'état d'un monde à 1,5 °C, commandé lors de la Cop 21. Le tout pour donner une dernière impulsion avant la Cop

24 dont la présidence polonaise n'annonce pas un grand volontarisme. Cette conférence sera cruciale. Elle doit voir aboutir le « rulebook » de l'accord de Paris, c'est-à-dire ses règles de fonctionnement, de vérification et de transparence sur le respect des engagements des Etats. « C'est une avancée très importante pour aider les pays dans leur planification des politiques climatiques, et pour envoyer des signaux solides aux acteurs non-étatiques, notamment les entreprises », fait remarquer Lucile Dufour, responsable politiques internationales au réseau action climat France.

En plus des ambitions de réduction de leur impact sur le climat, les pays développés doivent tenir leurs engagements de financement à destination des Etats les plus vulnérables. Ces pays se sont engagés à consacrer 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 pour le climat. Les négociations de Bonn ont envoyé un message inquiétant sur les financements climat. Les options qui sont actuellement sur la table sont insuffisantes et le risque de blocage à la Cop 24 est élevé.

Edem Dadzie

Saison des pluies

Mesures de sécurité des experts ouest-africains face aux risques de catastrophes

Les prévisions pluviométriques 2018 pour l'Afrique de l'Ouest ne rassurent pas. Des experts font des recommandations pour faire face aux risques de catastrophes.

Les risques liés aux débordements des cours d'eau sont moindres jusqu'en juin 2018. Toutefois, au regard des cumuls pluviométriques moyens ou supérieurs attendus dans toute la bande bimodale et des probabilités d'occurrence d'événements pluvieux intenses, des inondations localisées pourraient être observées.

Les experts font une série de recommandations. La première est d'éviter l'occupation anarchique des zones inondables, d'entretenir une collaboration forte entre les services hydrologiques et météorologiques pour la mise en place de systèmes intégrés de suivi et d'alerte précoce du risque d'inondation. La deuxième recommandation faite par les experts est de renforcer les échanges entre les agences en charge du suivi des inondations, celles de la réduction des risques de catastrophes et celles en charge des aides humanitaires.

La troisième recommandation est d'appuyer les services techniques à ne pas baisser la garde par rapport au suivi de la ressource en eau pour la satisfaction des différents usages, au vu des prévisions hydrologiques caractérisées par la coexistence des zones d'écoulements excédentaires et déficitaires.

Dans les localités où la saison des pluies serait plus humide, il y a des risques de choléra, de malaria, de dengue, de bilharzioses et de diarrhée. Il faut donc informer et renforcer les capacités des systèmes de santé nationaux, à travers la protection civile, les plateformes nationales sur la réduction de risques de catastrophes, la diffusion de bulletins de suivi des maladies climato-sensibles, la sensibilisation des populations et décideurs et le renforcement de la collaboration entre les services de météorologie et de santé.

Les autres recommandations de taille sont les suivantes : prévenir les maladies, en vaccinant les populations et les animaux, mettre en place des stocks de moustiquaires, d'antipaludéens, de chlore et d'autres produits de traitement de l'eau, suivre la qualité de l'eau et assainir les villes et villages, à travers des opérations de drainage des eaux et de curage des caniveaux. En dernier lieu, il est recommandé de prévenir les épizooties à germes préférant de bonnes conditions humides.

Source : Forum 2018 des Prévisions saisonnières des caractéristiques agro-hydro-climatiques dans les pays du golfe de Guinée (Presagg)

Lutte contre les grossesses et mariages précoces Wildaf- Togo fait une série de recommandations

Dans le cadre de la célébration de la journée de l'enfant africain placée cette année sous le thème, « Ne laissez aucun enfant derrière pour le développement de l'Afrique », le réseau Women in Law and Development in Africa (Wildaf-Togo) a lancé hier 25 juin 2018 ses activités de plaidoyer. L'objectif de ce lancement est d'amener les autorités togolaises à réviser les articles 267 et 269 du code de l'enfant, de même que les articles 43 et 44 du code des personnes et de la famille relatives à la dispense d'âge au mariage à 16 ans et au principe du consentement libre et éclairé, y compris pour les mineurs.

Selon les résultats des recherches documentaires et des enquêtes de terrain réalisées par Wildaf-Togo, la région des savanes enregistre le plus fort taux de mariage précoce (44,5%), suivie de la région Centrale (37,9%). Ces études sont la conséquence d'un programme sur le mariage précoce intitulé « lutte contre les mariages précoces par l'autonomisation des filles en Afrique de l'Ouest », qui a pour but de contribuer à la baisse des mariages précoces à travers la génération de connaissances nouvelles et de solutions alternatives durables.

Pour Mme Mawulé Dadjo Bale, présidente du Conseil d'Administration de Wildaf-Togo, ce programme est dans sa deuxième phase qui est celle des interventions et qui est actuellement en cours. Il consiste à mettre en œuvre les solutions préconisées.

Elle a indiqué que l'objectif de cette conférence est de faire savoir à leurs responsables, aux autorités décideurs qu'ils ont une inquiétude dans la lutte qu'ils mènent parce qu'il y a certains articles au niveau du code de l'enfant qui sont défavorables à la lutte. Il s'agit surtout de la petite phrase des articles 269 du Code de l'Enfant et



Mme Mawulé Dadjo Bale, PCA de Wildaf -Togo

44 du Code des Personnes et la Famille selon laquelle l'enfant peut être marié à 16 ans si le juge d'instruction le décide. Il a été question aussi de faire des

recommandations spécifiques à l'Etat, aux médias, aux partenaires techniques et financiers et surtout à l'Assemblée nationale à laquelle on demande la révision des

articles 267 du Code de l'Enfant et 43 du Code des Personnes et de la Famille. Cette révision devrait se faire par la suppression pure et simple de deux éléments essentiels : le premier est la dispense d'âge à 16 ans et des articles du Code de l'Enfant et 44 du Code des Personnes et la Famille, tandis que le second est la suppression de la portion de la phrase qui offre l'opportunité au mineur de donner son consentement au mariage dans la mesure où il n'est pas évident qu'un mineur soit capable de procéder à un consentement libre et éclairé.

Ce projet lancé depuis 2016 sur les grossesses précoces et les mariages précoces en Afrique de l'Ouest, a été financé par le Centre de recherche pour le développement International (CRDI) à travers le Women in Law and Development in Africa (Wildaf-Togo).

Nana Garba (stagiaire)

Développement personnel Des porteurs de projet outillés

Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a organisé à son siège à Lomé, le 25 juin dernier, un atelier de formation en développement personnel à l'endroit des porteurs de projets de l'Incubateur Libres Ensemble.

Cette formation qui s'inscrit dans le cadre du programme d'incubation de la 2ème promotion des porteurs de projets Libres Ensemble est destiné à une quarantaine de participants.

Ce rendez-vous de formation sur le développement personnel est conçu pour répondre au besoin qui découle de la première année de la phase pilote de l'incubateur.

Cette phase pilote a révélé la nécessité de renforcer le programme avec des sessions d'information

et de formation sur le développement personnel et des capacités des jeunes et femmes à faire face aux obstacles liés à la mise en place de leurs projets sociaux et solidaires.

« Cette formation s'inscrit dans le cadre du programme de l'incubateur Libres Ensemble. Cet incubateur prévoit un programme de formation. Dans le cursus, nous avons souhaité travailler sur un aspect souvent négligé qu'est le développement personnel », a indiqué le directeur du Bureau

régional pour l'Afrique de l'Ouest de l'Organisation internationale de la Francophonie, Eric Adja.

Cette rencontre ambitionne d'offrir aux incubés porteurs de projets les outils et techniques nécessaires pour s'auto évaluer et se recadrer suivant leur priorité dans la réalisation de leur projet social.

« Avec ces participants, on va pouvoir explorer ce qu'on appelle l'intelligence émotionnelle. C'est-à-dire comment à partir de la connaissance de soi, de l'exploration de



ce que l'on est, on pourra collaborer avec les autres », a expliqué le formateur, Alexis Desouches.

L'Incubateur Libres Ensemble consiste en la mise en place au profit des jeunes et femmes porteurs de projets citoyens, sociaux et solidaires, d'un espace de travail

et d'un programme d'accompagnement pour la maturation de leurs idées de projet, sa structuration, la mobilisation des ressources financières et le renforcement de leurs capacités techniques pour leur mise en œuvre.

Nadia Edodji (Stagiaire)

ACHETEZ & LISEZ désormais

tm
togomatin

sur **MON KIOSK.com** ou sur le portail **Lome.com**

www.monkiosk.com **www.alome.com**



EPARGNER

C'EST

CONSTRUIRE

SA VIE

**Épargne
2018**



BANK OF AFRICA

Groupement BICE BANK

